

Municipales 2020 : les grands enjeux sont identitaires ! Par Jean-Yves Le Gallou



Article rédigé par *Polémia*, le 06 août 2019

Source [Polémia] Les municipales 2020 s'annoncent contrastées. Le jeu est fermé dans les grandes villes boboïsées où des maires centristes, libéraux-libertaires, seront souvent reconduits, ou nouvellement élus, sous casaque LR, MODEM ou LREM, ces nuances n'ayant plus grande importance...

Tout semble ouvert en revanche dans la France périphérique et les villes, petites ou moyennes, où, par-delà les étiquettes, des listes d'esprit identitaire peuvent fort bien tirer leur épingle du jeu. Il y a de grands enjeux. Les terrains d'exercice et de manœuvre sont nombreux : les écoles, la culture, le patrimoine, les cantines, les subventions, les locaux municipaux, l'urbanisme, les paysages, les dépenses, l'immigration, le logement. En partant de cette notion centrale : le cercle politique le plus élémentaire c'est celui de l'appartenance locale.

L'analyse de Jean-Yves Le Gallou pour Polémia

Les communes ne viennent pas de nulle part. Elles s'inscrivent dans une longue histoire : celle des paroisses de l'Ancien Régime, celle des villes ayant conquis leurs franchises au Moyen Âge, celle de leur développement progressif au cours des XIX^e et XX^e siècles. Leur tissu humain s'est construit dans la durée. Avec ses traditions et ses fêtes, ses coutumes et ses pratiques. Tels sont les soubassements d'une politique municipale enracinée.

Ce qui implique de :

- refuser l'apport massif de populations nouvelles venues d'ailleurs ;
- refuser les constructions nouvelles disproportionnées en nombre ou en volume par rapport à l'existant ;
- refuser la dictature des intercommunalités ne prenant pas en compte les particularités locales.

Et tout inscrire dans la perspective d'un futur fidèle aux racines du passé.

Immigration : s'opposer aux dictats gouvernementaux et préfectoraux

Les communes de la France périphérique n'ont pas à servir de déversoir pour immigrés clandestins (faux demandeurs d'asile, faux « mineurs isolés ») que le gouvernement a pour devoir d'empêcher d'entrer sur le territoire français et sinon d'expulser. La première mission d'un maire est de protéger la communauté des citoyens de sa commune. Si besoin est en s'opposant à des réquisitions dépourvues de légitimité car contraires à l'intérêt local et national. Et en reprenant une meilleure maîtrise du parc locatif social là où il existe.

Islamisation : refuser la dictature des minorités

Les règles islamiques : burqa dans la rue, voile islamique au sein du service public et des transports, « burkini » dans les piscines, exigences d'alimentation halal, perturbations du voisinage et sur les lieux de travail dues au ramadan, prières de rue, n'ont pas à être tolérées, encore moins encouragées et

subventionnées. Les mosquées, les centres culturels islamiques et les associations musulmanes n'ont pas davantage à être financées. Comme le montre l'exemple corse, les communes et leurs habitants sont le premier échelon de résistance au communautarisme islamique.

Logement : moins de béton

Pour que les communes restent vivables, les projets immobiliers qui y sont proposés doivent rester proportionnés à l'existant : respecter les formes, les volumes, les couleurs, les matériaux, les paysages. Il faut aussi réhabiliter l'habitat ancien, les centres-bourgs et les centres-villages plutôt qu'artificialiser de nouveaux sols. Et réserver des logements locatifs accessibles aux habitants du cru.

Centres-villes et centres-villages, les faire revivre et les embellir

Les centres-villes et les centres-villages ont souvent été abandonnés au profit de périphéries sans âme. La reconquête est nécessaire : par l'embellissement d'abord ; en requalifiant les rues et les places, en remettant en valeur églises, fontaines et lavoirs, en enterrant les réseaux, en fleurissant les lampadaires et les terre-pleins ; en encourageant une vie économique enracinée en cessant de privilégier les grandes surfaces commerciales et en promouvant les marchés et les commerces locaux.

Paysages : les respecter

Les paysages sont le fruit de l'histoire, le résultat d'un jardinage séculaire de la France. La plus grande responsabilité des maires, c'est l'urbanisme. Les 40 dernières années ont été marquées par l'enlaidissement de la France et le saccage de nos paysages. Protéger les paysages doit être une priorité absolue face à la prolifération des zones commerciales, des bâtiments sans âme, des éoliennes et des projets de forage. L'« architecture douce » doit être promue partout où c'est possible.

Patrimoine, valoriser l'identité locale

Veiller sur l'entretien des bâtiments historiques et des églises, cesser de sacrifier les musées, aider les sociétés d'histoire locale. Remplacer les minables logos commerciaux par les blasons enracinés : mettre les « communicants » hors d'état de nuire et faire revenir le temps des « armes de la ville » en choisissant des visuels enracinés !

Fêtes, respecter les traditions et œuvrer au ré-enracinement

Chaque ville, chaque bourg, chaque village a son histoire, ses fêtes, ses traditions, sa toponymie, ses sociétés locales. Tout ceci mérite d'être respecté et parfois ranimé. Les noms des places, des rues, des lieux de convivialité ne doivent pas être choisis selon les fantasmes idéologiques du moment mais enracinés dans l'histoire et la topographie locales. Les sociétés locales d'amateurs (des arts, de musique, de théâtre ou de danse, d'histoire) doivent être mieux considérées par les professionnels et les « sachants ».

La naissance, le mariage, la mort, les accueillir avec dignité et décence

À la place, ou en complément des lieux de culte, les mairies sont des lieux de passage lors des étapes essentielles de la vie. Cela ne doit pas être seulement des passages administratifs. Déclarer une naissance mérite accueil et considération. Le mariage, c'est l'union solennelle d'un homme et d'une femme dans la durée et dans le cadre d'une lignée. Il peut être bon de le rappeler. Pour veiller au respect des morts, des efforts considérables doivent être faits : des cimetières bien entretenus et protégés contre le vandalisme ; des crématoriums et des funérariums dignes et localisés ailleurs que dans les zones industrielles et les déchèteries.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

06/08/2019 06:00